TRANSACTIONS COMMERCIALES AVEC LA CHINE

L'Algérie payera en yuans

La Chine disposée à développer une coopération financière avec l'Algérie. «Nous estimons qu'une coopération financière peut être envisagée et cette coopération financière est envisageable», déclarait hier l'ambassadeur de Chine à Alger, son excellence Yang Guangyu.

Cherif Bennaceur - Alger (Le Soir) - Lors d'une conférence de presse, le diplomate chinois a ainsi considéré l'opportunité de cette coopération, dans le contexte où «l'Algérie subit de plein fouet les effets de la chute brutale des prix du pétrole» et même si la Chine «vit un ralentissement de la croissance économique».

Tout en prenant acte des «souhaits exprimés en ce sens», des «volontés, de bonnes intentions formulées» par un certain nombre de «personnalités algériennes», Yang Guangyu a indiqué que «jusqu'à ce jour, il n'y a pas eu encore d'actes concrets», voire de demandes officielles de prêts, «d'Etat à Etat».

Cela étant, l'ambassadeur a estimé que la Chine notamment ses banques sont «prêtes à répondre à toutes sollicitations, toutes propositions» émanant des parties algériennes. Par conséquent, la société mixte algéro-chinoise, qui vient d'être créée pour la réalisation et l'exploitation du futur grand port du Centre du pays, pourra solliciter à terme des financements auprès «d'une ou de plusieurs banques chinoises» en ayant néanmoins la latitude de recourir à d'autres banques, indiquera le diplomate.

Des financements pouvant être étalés sur le temps et octroyés en tranches, selon les besoins de la société mixte, relèvera-t-il.

Une disponibilité justifiée par «le partenariat stratégique global» qui lie les deux pays, relèvera-t-il. Mais également dans le contexte où la Chine a décidé d'accorder des soutiens financiers pouvant aller jusqu'à 60 milliards de dollars durant les trois prochaines années, dans le cadre du «partenariat de coopération stratégique global sino-africain».

Des fonds destinés à soutenir les projets de coopération économique, infrastructurelle ou industrielle sino-africaine et dont le partenariat bilatéral sino-algérien «pourra en profiter», considérera M. Yang.

Photo : DR

Le paiement en monnaie chinoise, une décision souhaitée par les deux pays.

Il s'agira ainsi d'«identifier» des projets pouvant entrer dans le cadre des 10 programmes de coopération adoptés dans le cadre du partenariat sino-africain et «pouvant bénéficier de soutiens financier, technologique et infrastructurel prévus».

«Confiant en l'avenir économique et donc en la solvabilité de l'Algérie», l'ambassadeur de Chine assure par ailleurs que son pays «accueille favorablement la décision de la Banque d'Algérie de mettre en œuvre le paiement des transactions en monnaie chinoise yuan».

Une décision «souhaitée et accueillie avec enthousiasme par les opérateurs économiques des deux pays», relève M. Yang qui assure que son pays «est disposé à apporter son soutien à l'application de ce nouveau mode de paiement». Une mesure que le diplomate chinois qualifiera d'«innovation favorable et indispensable», à même de «dynamiser le commerce bilatéral» et de prévenir les risques de changes. Il indiquera ce faisant que le volume des échanges a dû avoisiner quelque 8 milliards de dollars en 2015, la Chine se hissant au rang de premier fournisseur de l'Algérie mais peinant à améliorer son positionnement en tant que client en raison de «la distance et de l'insuffisance de l'offre algérienne hors hydrocarbures».

Pour autant, il s'agira de «transcender le simple cadre des échanges commerciaux et de développer un partenariat industriel», relèvera Yang Guangyu, satisfait au demeurant de la dynamique en cours dans le domaine de l'amélioration du climat de l'investissement et de la diversification économique, même si «cela prendra du temps».

En ce sens, l'ambassadeur indique que plusieurs accords ont été déjà entérinés en matière de partenariat industriel, citant notamment les équipements ferroviaires, l'industrie automobile, l'immobilier et le tourisme…

Observant que «les investissements chinois ont tendance à augmenter ces dernières années», Yang Guangyu fera notamment état des discussions avancées dans le domaine de l'industrie cimentière, de progrès notables réalisés en matière d'énergies renouvelables et d'accords attendus dans le transport maritime, la production automobile, le secteur des mines.

A ce propos, le diplomate chinois indiquera que son pays attend les résultats de l'étude internationale lancée concernant l'exploitabilité du minerai de fer de Gara Djebilet (Tindouf).

C. B.

Un grand complexe culturel et sportif lancé à Baraki

Don de la Chine, un grand complexe culturel et de loisirs pour les jeunes sera lancé d'ici la fin de l'année 2016 à Baraki.

Estimé à hauteur de 10 milliards de dinars, ce complexe comprendra notamment un théâtre (cinéma) de 4 500 places, un palais culturel (sculpture, peinture et enseignement linguistique), un palais de sport polyvalent (handball, basket-ball…), une piscine standard de 50 m, des terrains de football et une auberge pour jeunes de 50 lits. C'est le second don de la Chine, après celui de l'Opéra d'Algérie qui sera inauguré dans quelques semaines et dont la future équipe dirigeante bénéficiera d'un programme de formation chinois.

C. B.

La main-d'œuvre chinoise en voie de diminution

La main-d'œuvre chinoise en Algérie devrait «diminuer», estime l'ambassadeur de Chine. Indiquant que 35 000 à 40 000 travailleurs chinois sont présents, notamment dans le secteur du BTPH, Yang Guangyu considère que ce nombre est appelé à être revu à la baisse, dans le contexte de la crise.

C. B.

BOUIRA

Un groupe terroriste traqué à Ahnif

Depuis plusieurs semaines, des unités de l'ANP sont déployées un peu partout à travers la wilaya de Bouira à la poursuite de groupes terroristes qui continuent à se manifester çà et là, surtout dans les régions de Lakhdaria et Aïn Bessem en passant par Kadiria, Djebbahia, M'chedallah et la fameuse forêt dense de Tamellahth.

Cette traque sans relâche des groupes terroristes a porté ses premiers fruits ce dimanche. En effet, dans la région de Djebbahia où les unités de l'ANP étaient en ratissage depuis deux semaines, des bombes artisanales prêtes à l'emploi ont été découvertes avant d'être désamorcées par des artificiers de l'ANP, a-t-on appris ce lundi de sources sûres.

Par ailleurs, au même moment et d'après les mêmes sources, des unités spéciales de l'ANP se sont déployées depuis samedi dans la forêt de Tamellahth dans la région de M'chedallah où toujours, selon nos sources, un groupe terroriste composé d'une dizaine d'éléments serait encerclé.

Ce groupe terroriste qui rôde dans cette région est affilié au groupe Djund Al Khilafa et écume la région depuis octobre 2014. Selon nos sources, ce groupe terroriste a procédé durant la soirée de jeudi dernier au racket de villageois de Tamellahth qui rentraient chez eux, le soir. Sitôt alertés, les militaires ont procédé au bouclage du périmètre avant qu'une unité spéciale de l'ANP n'arrive le lendemain, vendredi, où elle a entamé un ratissage à la recherche de ce groupe dont plusieurs indices indiquent leur présence dans ce périmètre.

Hier encore, au quatrième jour du ratissage et tandis que tous les chemins menant vers cette localité étaient surveillés, l'opération se poursuivait.

H. M.

RÉUNION DU COMITÉ DE SUIVI DE L'ACCORD DE PAIX AU MALI À ALGER

La paix pour contrer les terroristes

Le retour de la paix et de la stabilité au Mali est l'une des conditions essentielles qui permettra de faire barrage aux groupes terroristes qui écument le nord de ce pays, menaçant y compris les régions frontalières algériennes et même au-delà.

Abla Chérif - Alger (Le Soir) - C'est la conclusion à laquelle ont abouti les autorités maliennes représentées par leur ministre des Affaires étrangères (MAE) au cours de la réunion de haut niveau du Comité de suivi pour la mise en œuvre de l'accord de paix au Mali.

Cet accord, on le sait, est l'aboutissement d'un long processus de négociations menées par l'Algérie et entériné par la signature des parties concernées (mouvements de l'Azawad et autorités maliennes) le 15 juin dernier. L'Algérie tire fierté de l'aboutissement du travail qui a mené à l'arrêt des hostilités entre le gouvernement et les mouvements rebelles de l'Azawad, et se dit consciente des véritables enjeux que représente la mise en œuvre de cet accord. Intervenant à l'ouverture de cette réunion, M. Lamamra estime que toute «lenteur dans l'application de cet accord est exploitée par les groupes terroristes qui veulent que cela reste des zones de non-droit».

Il rappelle d'ailleurs que la 6e session du Comité de suivi de l'accord (cet été) s'est déroulée dans un contexte marqué par l'attentat qui a visé l'hôtel Radisson Blue où se trouvaient des membres de ce comité.

De la même manière, le MAE malien, M. Abdoulaye Diop, a centré l'ouverture de son allocution en lançant un message à son homologue algérien : «La paix et la sécurité au Mali, c'est aussi la sécurité de l'Algérie, mais nous vous remercions de tous les efforts et votre patience pour aboutir à ces résultats.»

Longtemps accusé d'avoir freiné la mise en œuvre de l'accord de paix et de réconciliation au Mali, le gouvernement de ce pays a réagi par son MAE en déclarant que les véritables problèmes sont générés par «les groupes terroristes, les bandes criminelles et les narcotrafiquants se trouvant dans la région». Selon lui, l'avancée dans la mise en application de cet accord permettra de combattre efficacement ces groupes terroristes. «L'Algérie, poursuit-il, a eu l'intelligence d'impulser cette rencontre pour aller plus vite, nous allons redoubler d'efforts pour l'unité du Mali.»

Invités à exprimer leur point de vue sur l'accord de paix, les représentants de l'Azawad ont tenu à se montrer conciliants, favorables à l'iniative, mais leur représentant a jeté le froid dans la salle en annonçant : «Nous avons accueilli favorablement cette initiative, mais une attaque a fait sept morts au cours des derniers temps. Les auteurs de cette tuerie doivent être identifiés.»

Le représentant du gouvernement malien réagit très vite et répond : «Nous savons uniquement qu'une patrouille de l'armée est tombée dans une embuscade et a dû riposter.»

On n'en saura pas plus, les travaux se poursuivent comme prévu à huis clos.

A. C.